

Tenir les cordons de la bourse Entrevue avec Huguette Labrecque-Marcoux

Jocelyne Mathieu

Numéro 36, hiver 1994

Incursions dans le quotidien

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8524ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Mathieu, J. (1994). Tenir les cordons de la bourse : entrevue avec Huguette Labrecque-Marcoux. *Cap-aux-Diamants*, (36), 32–35.

Tenir les cordons de la bourse

Entrevue avec Huguette Labrecque-Marcoux

Les femmes sont dépensières? Allons donc! Depuis toujours, elles gèrent l'économie familiale en multipliant les sous. Mais qui va les reconnaître dans cette tâche? Elles-mêmes d'abord, car si le «prince charmant» existe, il est son égal puisqu'elle aussi porte le titre de princesse héritière.

Propos recueillis par Jocelyne Mathieu

Jocelyne Mathieu: Madame Marcoux, depuis combien de temps êtes-vous engagée dans les associations comme l'Association féminine d'éducation et d'action sociale?

Huguette Labrecque-Marcoux: Je suis vice-présidente provinciale à l'AFÉAS et j'y suis engagée depuis une vingtaine d'années.

J.M.: Quel rôle jouent les femmes dans l'économie domestique? Tiennent-elles vraiment les cordons de la bourse?

H.L.M.: Je pense que de tout temps, du moins au Québec, les femmes ont eu un rôle très important à jouer à l'intérieur des structures économiques de la famille. Qu'on pense à l'administration du budget familial, à l'éducation des enfants, à l'entretien de la maison, aux soins des malades et des personnes âgées. Les femmes avaient la responsabilité d'administrer le budget familial et de trouver le moyen de réaliser des économies qui bénéficieraient à l'ensemble de la famille. Cela fait partie, je pense, de la culture des femmes.

J.M.: Mais à quel nom est le compte de banque?

H.L.M.: Les femmes ont été éduquées dans cette idée que leur reviennent la responsabilité et l'administration concrète du budget, mais dans bon nombre de ménages le compte de banque est au nom du conjoint et les femmes ont de la difficulté à disposer d'une partie de l'argent qui en principe devrait leur revenir.

La femme qui travaille à l'extérieur consacre sûrement une bonne portion de son salaire au paiement de la nourriture, des vêtements, etc., alors que le conjoint paie la maison, l'auto, les assurances.

Cela fait partie de l'histoire des femmes, il faut y voir cependant une difficulté, un paradoxe. Tout en prenant en charge la responsabilité du budget familial et en s'assurant que tout fonctionne, la femme travailleuse au foyer semble avoir de la



Madame Pauline Labrecque-Marcoux, vice-présidente nationale de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale. (Collection privée).

difficulté à se dire: «moi, il me faut aussi devenir autonome!» Par exemple, dans notre association nous avons la carte Visa-Desjardins AFÉAS, qui a été négociée avec le Mouvement Desjardins en 1990-1991; cette entente prévoit que toute demande fasse l'objet d'une analyse qualitative afin d'évaluer la possibilité d'émettre une carte en l'absence de revenus personnels. La femme qui travaille à la maison a des moyens financiers limités; comment voulez-vous qu'elle se présente dans une caisse y faire un emprunt? On lui dit: «oui, madame, à

condition que votre conjoint signe!» La carte Visa-Desjardins a été conçue selon le principe suivant: toute femme membre de l'AFÉAS peut demander l'étude de son dossier de crédit. Ainsi, une travailleuse au foyer peut obtenir sa propre carte de crédit, établir son identité financière. Cependant, on doit constamment faire l'éducation des membres sur ce point. Certaines femmes nous disent: «bien, j'ai la carte de mon mari»; il faut donc recommencer, insister: «la carte de votre mari n'est pas utile pour votre propre identité financière». Pour en revenir au rôle des femmes dans l'économie domestique, il est donc vrai qu'elles administrent le budget, voient à économiser sur les vêtements, à économiser pour les vacances, la période des fêtes ou un voyage dans le sud... Mais elles s'oublent facilement à l'intérieur de cette économie, pensant à elles seulement en dernier, quand tout le monde y a passé.

J.M.: Qui fait le budget? Le fait-on en couple ou, comme on se l'est souvent représenté, le conjoint donne-t-il sa paye à la femme qui distribue l'argent totalement? Comment cela se passe-t-il?

H.L.M.: Je ne pourrais donner de statistiques sur ce point. D'après ce qu'on entend, il semble effectivement que maintenant on va davantage discuter, parler du budget, déterminer les divers postes budgétaires et y répartir l'argent, tâches qui semblent plus qu'avant assumées en partenariat. Par ailleurs, il existe aussi des couples où le mari arrive avec son salaire, le confie à la femme qui voit à l'administrer. La situation inverse existe aussi: certaines femmes ne savent même pas, en 1993, combien gagne leur mari.

J.M.: Est-ce une question d'âge?

H.L.M.: La femme à qui je pense présentement a 33 ou 34 ans. Ce n'est donc pas une question d'âge.

J.M.: Est-ce alors une question de milieu?

H.L.M.: C'est une question de milieu, d'éducation. Malheureusement, il y a encore aujourd'hui des femmes qui sont



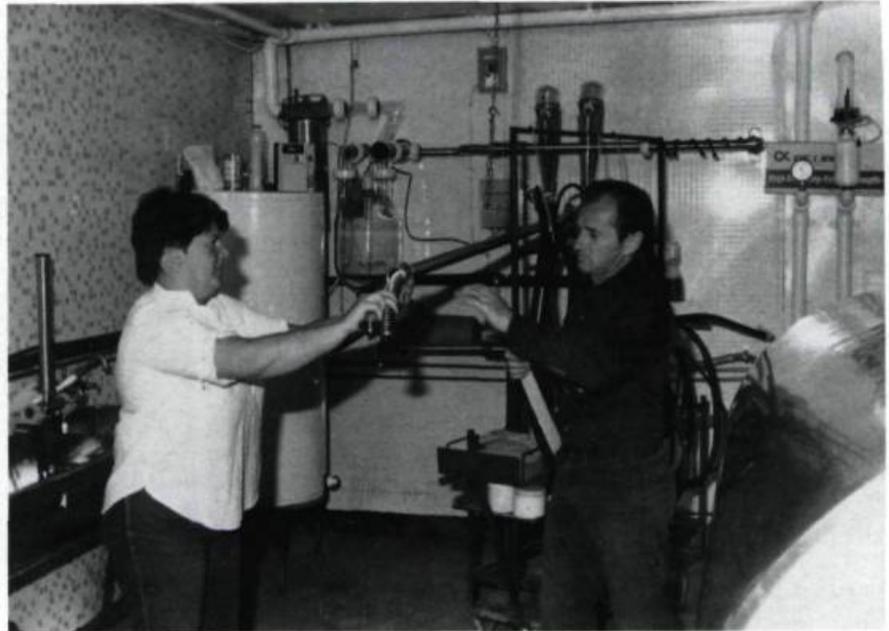
obligées de demander de l'argent pour sortir.

J.M.: Vous disiez tout à l'heure que la femme ne pense à elle qu'en dernier. Il n'y a donc pas un pourcentage de l'argent disponible qui lui est exclusivement réservé?

H.L.M.: L'an passé, l'AFÉAS montait justement un dossier sur le budget. On a dû prévoir une partie «budget personnel de la femme», parce que les femmes n'y pensent pas automatiquement! Vous savez, on ne change pas facilement les mentalités. Bien qu'elle assume souvent l'administration du budget, l'organisation des tâches et le partage des responsabilités à l'intérieur de la maison, la femme ne pense pas pour autant à se réserver un peu d'argent. Certaines femmes vont le faire plus facilement, c'est vrai, mais je ne crois pas qu'il en soit ainsi dans la majorité des familles québécoises. Nous devons faire de l'éducation en ce domaine, en discuter puis aller voir sur le terrain.

J.M.: Doit-on apporter des nuances entre le milieu rural et le milieu urbain? Et cette idée de l'agricultrice à la fois administratrice de l'entreprise familiale correspond-elle vraiment à la réalité?

H.L.M.: Vous touchez là un point très intéressant. L'AFÉAS a entrepris, il y a près de vingt ans, le dossier «La femme collaboratrice de son mari (1976)», après avoir constaté qu'une majorité des membres demeuraient en milieu rural (d'après les données recueillies par Créatec en 1990: 58,1 % en milieu rural, 16,4 % en milieu urbain) et qu'une bonne proportion de nos membres étaient «femmes collaboratrices»; et elles le sont



La ferme familiale est devenue aujourd'hui une véritable entreprise où les femmes et les hommes doivent étroitement collaborer pour assurer le succès. Photo: Magella Chouinard, 1984.

(Fonds ministère des Communications. Archives nationales du Québec à Québec).

d'ailleurs encore. Dans l'entreprise familiale, elles assumaient une partie des responsabilités, voyaient à l'administration puis à l'organisation de l'entière dimension financière, même si le conjoint était là. C'était aussi le cas avec un conjoint électricien, médecin ou dentiste: souvent, la femme agissait comme secrétaire ou faisait la comptabilité. Le travail de ces femmes n'était toutefois pas reconnu. Ainsi, le 25 mars 1980, l'AFÉAS prend position, décrétant que les femmes col-

laboratrices doivent dorénavant être considérées comme des employées, ce qui donne lieu à l'Association des femmes collaboratrices, formée le 29 mars 1980. Présentement ces femmes sont reconnues dans l'entreprise de leur mari de même que sur les plans juridique et économique. Par son travail, l'AFÉAS a amené les femmes à prendre conscience de leur participation à l'entreprise et à revendiquer une reconnaissance en ce domaine. La même chose s'est produite en agriculture où l'on trouve maintenant un syndicat des agricultrices. Un bon matin, ces femmes se sont levées, convaincues que leur travail à la ferme, depuis vingt ou trente ans, représentait un apport économique important lequel dans le passé n'était pas reconnu. Il est maintenant clairement établi qu'elles participent à la vie économique.

J.M.: Depuis combien d'années?

H.L.M.: En ce qui concerne les «femmes collaboratrices», cette reconnaissance de la part des gouvernements remonte sûrement à 10 ans. C'est à travers ce dossier que l'AFÉAS abordera la problématique de la travailleuse au foyer. Une vaste



«Le chez nous est le sanctuaire intime et doux où se déroule la vie de famille. Dans la salle à manger est la table qu'on dresse avec soin pour partager le bon pain de ménage». («L'économie domestique à l'école élémentaire, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e années. Montréal: Congrégation de Notre-Dame, 1945).





Hier comme aujourd'hui la femme a été étroitement associée à la gestion du budget familial. Claudette Bourbonnais et Raymond Gauthier de Côteau-du-Lac. Photo: Magella Chouinard, 1984. (Fonds ministère des Communications. Archives nationales du Québec à Québec).

enquête menée en 1982 — et suivie de colloques régionaux — a sensibilisé le public à différents aspects, entre autres à l'autonomie financière des femmes. L'AFÉAS aura en 1989 sa première victoire importante dans ce dossier, au moment de l'adoption de la loi 146 sur les droits économiques des conjoints.

J.M.: Indépendamment des lois, peut-on observer une différence quant à l'autonomie des femmes en milieu rural et en milieu urbain?

H.L.M.: Je dirais que la femme en milieu rural a une autonomie liée à sa situation en tant que collaboratrice de son conjoint. L'autonomie des femmes qui demeurent en ville résulte peut-être plus d'un travail à l'extérieur du foyer à temps partiel ou à temps plein. Quoi qu'il en soit, le mouvement est enclenché vers l'accession des femmes à l'autonomie. Chacune d'entre nous doit donc choisir sa propre façon d'y arriver.

J.M.: Si depuis très longtemps les femmes ont une telle importance dans l'administration quotidienne de l'argent, prépare-t-on assez bien les filles à remplir cette fonction? Où se donne cette formation: dans la famille, à l'école, dans les associations?

H.L.M.: Tant dans la culture en général que dans l'éducation, il est sûr que de plus en plus on va inciter les femmes à mieux se former, montrer aux jeunes filles l'importance d'avoir une profession, même si elles choisissent en cours de route de laisser le marché du travail à certain nombre d'années pour s'adonner à ce qu'on appelle l'éducation et la formation des enfants. Il importe de les convaincre que l'autonomie est la valeur première et que cette autonomie passe par une meilleure formation puis par un



«C'est dans la cuisine luisante de propreté que la petite fille ébauche ses premiers gestes de ménagère».

(«L'économie domestique à l'école élémentaire, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e années», Montréal: Congrégation de Notre-Dame, 1945).

travail. Sur ce point, je pense qu'on a avancé mais je ne suis pas sûre que les adolescentes voient cela aussi clairement. Dans le dossier «Formation des filles» traité depuis 1986, nous avons été surprises de constater que les filles rêvent encore au prince charmant et s'imaginent que quelqu'un va les assumer. C'est notre responsabilité de leur répéter que les princes charmants recherchent de nos jours des compagnes autonomes.

J.M.: Actuellement, prépare-t-on les filles à se débrouiller sur le plan administratif, à devenir compétentes en ce domaine? Leur apprend-on par exemple comment organiser le quotidien, comment répartir l'argent?

H.L.M.: À la suite des écoles d'enseignement ménager qui sont disparues vers les années 1969-1970, des cours de formation sociale et d'économie familiale sont présentement donnés au secondaire tant aux gars qu'aux filles, où l'on aborde la question du budget. Par ailleurs de plus en plus de femmes veulent devenir chef d'entreprise et ont maintenant accès aux métiers non traditionnels. L'année dernière, nous avons observé la gestion de quelques entreprises et avons constaté que les femmes chefs de PME font très peu faillite. Cela signifie-t-il que les femmes — je fais ici la supposition qu'elles ont une administration plus serrée — savent mieux gérer? Quoi qu'il en soit, on peut dire que les femmes tirent très bien leur épingle du jeu, ce qui indique que la question économique n'est pas réservée qu'aux hommes. La différence réside peut-être dans la dimension humaine propre aux préoccupations des femmes. Par exemple, une femme chef d'entreprise va penser plus spontanément au fait que les travailleurs — hommes et femmes — ont des enfants et ainsi reconnaître leur rôle parental, leurs obligations familiales. Leur façon d'administrer est peut-être aussi différente. Présentement, les femmes ont des postes — on l'observe de plus en plus dans notre société québécoise —, sont même chefs d'entreprises, et pour elles cela ne semble pas poser de difficultés.

J.M.: Qu'en est-il de l'image de cette femme dépendante, qui aime bien passer son temps dans les magasins? Ce cliché persiste-t-il encore?

H.L.M.: Je ne sais d'où vient cette idée. Personnellement, j'ai vu dans mon milieu des grands-mères, des tantes, des femmes qui étaient loin d'être dépendantes. Ensuite, j'ai pu observer dans les magasins qu'il s'y trouve autant d'hommes que de femmes. Je pense qu'il s'agit là d'un





AFEAS

L' Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) est née en 1966 de la fusion des Cercles d'économie domestique (CED) et de l'Union catholique des femmes rurales (UCFR). Elle visait à mieux répondre au besoin de certaines femmes de s'engager davantage et de façon plus évidente dans l'évolution sociale, à cette époque de la dite Révolution tranquille. L'éducation a toujours été la priorité de cette association qui conçoit ses activités dans le but de former ses membres à l'action interventionniste. Actuellement, l'AFEAS compte plus de 25 000 membres, répartis dans 550 groupes locaux, qui s'intéressent à divers aspects de la vie quotidienne. Cela se traduit entre autres par l'élaboration de dossiers thématiques, par l'organisation de forums et de conférences et par la publication d'une revue bimestrielle.

préjugé malheureusement accolé aux femmes. Cela doit venir du gars qui, ayant son portefeuille dans la poche, pouvait payer sa cotisation à un organisme, s'acheter un gilet, se faire couper les cheveux ou se payer un repas au restaurant, sans rien demander à personne. Pour sa part, la femme qui voulait aller chez la coiffeuse devait demander de l'argent! C'était comme cela dans le passé. Est-ce parce qu'elle demandait d'habiller les enfants à l'automne et partait avec 150 \$ dans ses poches, revenant et ayant tout dépensé, qu'on la taxait ainsi de dépensière? Je ne sais pas! Ce sont des préjugés. Pour ma part, j'ai connu des femmes qui faisaient multiplier les sous, donc plutôt économes.

J.M.: Dans le contexte actuel, serait-ce un apport économique important que de reconnaître dans les faits la travailleuse au foyer?

H.L.M.: Sans aucun doute. La reconnaissance de la valeur sociale du travail au foyer est une mesure importante que l'AFEAS réclame depuis plusieurs années. En 1992 nous demandions, lors du forum «Rendre visible le travail invisible», l'allocation de disponibilité équivalente aux sommes allouées pour les services de garde à l'enfance, en d'autres mots la reconnaissance du rôle parental. L'année

internationale de la famille étant à nos portes, nous ne pouvons que souhaiter que nos gouvernements soient réceptifs à notre demande. Le jour où l'on sera capable de reconnaître à cet homme ou à cette femme sa valeur économique, toutes les responsabilités et les tâches qu'ils assument, il me semble que ce sera vouloir une société où le respect de la personne humaine est primordial. Bien entendu, la préoccupation première de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale a trait à l'amélioration de la condition des femmes. Mais le principe qui sous-tend cela, c'est le rapport d'égalité, ce qui équivaut à parler du partage des responsabilités et des tâches.

Il existe des fils conducteurs à l'intérieur de nos différents dossiers. Nous sommes bien conscientes que, quand nous parlons d'autonomie nous devons parler effectivement d'économie, ce qui, pour les femmes, passe par une meilleure distribution des revenus et par une plus grande reconnaissance du travail qu'elles assument au cœur du quotidien, que dans la société. ♦

Propos recueillis par Jocelyne Mathieu au domicile de M^{me} Huguette Labrecque-Marcoux à Saint-Jean-Christostome, en août 1993.

Le Musée

qui retrace et expose l'histoire, toujours vivante, des Francophones en Amérique du Nord.

On retrouve dans les expositions du Musée

des objets rares, des cartes anciennes, des animaux naturalisés, des tableaux de maître, des livres uniques, une momie égyptienne sans bandelette, qui tous illustrent l'exploration, les échanges culturels, la vie des francophones en Amérique du Nord, d'hier à aujourd'hui.

MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

Un héritage du Séminaire de Québec

Pavillon d'accueil Guillaume-Couillard

2, côte de la Fabrique, Québec (Québec) Tél.: 418. 692. 2843 Fax: 418. 692. 5206

Le Musée de l'Amérique française est subventionné par le ministère de la Culture du Québec.

Heures d'ouverture

Du 1^{er} octobre au 31 mai
de 10 h 00 à 17 h 00
du mardi au dimanche.

Du 1^{er} juin au 30 septembre
de 10 h 00 à 17 h 30
tous les jours.

Activité «Chasse aux trésors» pour la famille.

Prix d'entrée

Adultes	3,00	Sur présentation de la Carte-famille	5,00
Aînés	2,00	Étudiant (avec carte)	1,50
Famille	6,00	Moins de 16 ans	1,00

Tarifs spéciaux pour les groupes.
Gratuit en tout temps pour les Amis du Musée.